

Observations de SFR Group

SFR remercie l'ARCEP pour cette première consultation relative aux marchés pertinents de l'accès au service téléphonique et du départ d'appel en position déterminée.

Considérations préalables :

A titre liminaire, SFR souhaite souligner que le trafic en présélection représente toujours une activité conséquente pour SFR Group. Ainsi, SFR Group dénombrait à fin mai 2017 [*secret des affaires*] NDI actifs en présélection sèche sur ses seuls préfixes 4,7 et 9 (i.e. sans inclure les 16XY) et [*secret des affaires*] accès en VGA.

[*Secret des affaires*]. C'est dire toute l'importance qu'attache SFR aux évolutions que le régulateur réservera à ces marchés.

Au demeurant, SFR s'interroge sur l'absence de prise en compte dans cette consultation publique de l'ARCEP du marché entreprise, ne traitant que le marché résidentiel. En effet, concernant ce marché, il a été indiqué à de nombreuses reprises lors des précédents cycles d'analyses de marché, que les offres de présélection étaient un vecteur de concurrence primordial. A titre illustratif, les accès entreprises représentent près de [*secret des affaires*] des volumes de départ d'appel générés par clients de SFR Group. Il convient que l'Autorité prenne toute la mesure de cette situation.

Enfin, il faut noter qu'Orange présente un calendrier de fermeture du RTC, et plus précisément de fin ou de restriction de commercialisation des offres de présélection alors qu'aucune offre de substitution, et notamment l'offre « *accès essentiel* », i)- n'est disponible pour le marché des entreprises (limitation à ce jour de l'accès essentiel à 2 puis 4 accès maximum) et que ii)- les expérimentations en cours ne sont pas à ce jour suffisamment avancées pour démontrer une quelconque substituabilité, même partielle. La substituabilité ne doit pas seulement s'entendre en terme technique et économique mais aussi en terme commercial.

A ce titre, il est important de souligner que l'analyse de substituabilité d'une offre nouvelle aux offres de présélection ne doit pas se contenter d'une comparaison technique et économique sur les niveaux de prix récurrents, mais prendre également en compte les problématiques d'accès à l'offre (délai de livraison, saturation du cuivre, reprise des anciennes options du clients, etc) qui, à l'évidence, sont des éléments essentiels pour des offres « d'entrée » sur le marché et d'ouverture à la concurrence. Ainsi les délais d'accès au cuivre dégroupé, les problèmes de saturation, les possibilités de reprise à l'identique, notamment des options, font que nombre de clients, notamment entreprises, privilégient toujours la VGA par rapport à des offres IP qui pourtant semblent plus attractives « sur le papier ».

Articulation entre les différents marchés de communications électroniques et la cohérence de la régulation

Comme SFR Group l'a déjà exposé à l'occasion de réponses à d'autres consultations, la régulation de ces marchés pour le 5ème cycle d'analyse prend une importance particulière due à son articulation avec la fin des technologies SDH/TDM et donc indirectement avec son articulation avec la régulation des marchés de terminaison d'appels.

En effet, les prestations de terminaison d'appel et de départ d'appel sont en pratique assurées par les opérateurs sur les mêmes points d'interconnexion et elles utilisent les mêmes équipements réseau. Ainsi, imposer une simplification d'architecture d'interconnexion sur la terminaison d'appel sans généraliser l'obligation au départ d'appel nous semble inefficace et ne traite que très partiellement la moitié du sujet.

Ainsi SFR considère que pour donner toute son efficacité à la régulation, l'ARCEP, au regard des objectifs de régulation qui lui incombent au titre de l'article L. 32-1 du code des postes et des communications électroniques, doit absolument garantir la cohérence entre les modalités d'interconnexion imposées à Orange pour la terminaison d'appel et celles pour la collecte de trafic en départ d'appel (et plus généralement cette cohérence pour tout opérateur).

La terminaison d'appel et le départ d'appel en position déterminée représentent des marchés séparés au sens des analyses menées par l'ARCEP. Or, en pratique, l'offre de référence d'Orange les lie à travers les modalités de raccordement.

En effet, s'il est possible depuis le 1er juillet 2016 de terminer le trafic vers les accès RTC d'Orange sur des points d'interconnexion pertinents IP [*secret des affaires*], la collecte du trafic indirect (i.e. les trafics en présélection et à destination des SVA SFR), en revanche, n'est offerte qu'aux CAA comme points d'interconnexion pertinents.

De plus, la seule offre alternative est de collecter ce trafic aux PRO. Indépendamment du surcoût prohibitif de la minute ainsi collectée, Orange n'offre aucune sécurisation aux PRO, alors que la collecte aux CAA est sécurisée par le mécanisme dit « de débordement ».

En conséquence, cette alternative proposée par Orange est doublement inacceptable pour SFR.

Or, le raccordement d'un CAA entraîne des coûts fixes (raccordement fibre ou autre, colocalisation, entretien des équipements de transmissions SDH, minimum de 4 BPN, etc) qui ne peuvent raisonnablement être supportés par le seul trafic en départ d'appel.

SFR souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que la volonté Orange de maintenir la collecte du DA au CAA, a pour effet de pénaliser fortement SFR plus que tous les autres opérateurs, puisque SFR est le seul acteur présent aux CAA qui utilise massivement l'offre de présélection et de VGA pour concurrencer directement Orange ou pour permettre à de nombreux opérateurs de concurrencer Orange sur le marché de détail.

Ainsi, dans cette analyse de marché, l'ARCEP doit tenir compte des objectifs de régulation prévus par l'article L. 32-1 du CPCE et imposer à Orange la planification cohérente

concernant la bascule des clients du RTC vers des solutions IP pérennes. Sans planification de ce type, les offres présélection et VGA ne pourront évoluer.

L'existence historique du RTC ne peut justifier en 2017 le maintien d'une structure de collecte du trafic indirect en 300 points TDM. En effet, d'une part, à l'évidence, Orange se livre à elle-même les appels provenant d'accès RTC vers ses propres accès IP. Orange doit donc fournir aux opérateurs tiers ce qu'elle se fournit à elle-même.

Une simple réduction des points de collecte (par exemple aux PRO) n'est pas non plus efficace. *[secret des affaires]*.

Par ailleurs, et malgré les démonstrations techniques spécieuses d'Orange, il n'y a aucune réelle impossibilité technique à gérer et livrer en IP aux interconnexions le trafic de présélection. SFR le montre puisque SFR gère elle-même en IP et livre en IP le trafic présélection qu'elle collecte d'Orange vers ses propres clients opérateurs.

Il n'appartient pas à SFR de procéder à l'expertise de l'ingénierie du réseau d'Orange. En outre, force est de constater qu'Orange ne délivre d'ailleurs pas les informations qui permettraient de le faire et n'oppose à SFR que les données techniques qui contribuent à son argumentation.

En revanche, SFR souhaite proposer plus en détail les spécifications de livraison en IP du trafic issu de la présélection sèche et de la VGA. Il apparait en effet que le protocole ISUP mis historiquement en place avec la présélection est spécifique à cette dernière, et Orange a imposé ce protocole spécifique à l'ensemble du marché. Dès lors, il apparait à la fois pleinement légitime et pertinent économiquement de continuer à livrer ce trafic sous interface IP, sous le protocole SIP-I par strict encapsulation du protocole ISUP existant.

Sur les modalités financières de fermeture des interconnexions aux CAA d'Orange :

Dans le cadre de la cohérence des modalités d'interconnexion demandée par SFR, les CAA ne doivent plus être des points d'interconnexion pertinents obligés ni pour la terminaison d'appel ni pour la collecte des trafics et ces points d'interconnexion ont vocation à disparaître dans les plus brefs délais.

Il apparait dès lors raisonnable qu'un opérateur fermant son interconnexion à un CAA ne soit facturé que des stricts coûts de remise en état des locaux (colocalisation, pénétrante), mais en aucun cas des opérations de reconfiguration logique (fermeture faisceau, BPN, opération de reroutage, etc) de ces points, généralisant ainsi la règle déjà pratiquée par Orange de ne pas facturer ces frais quand la fermeture par Orange du CAA est prévue dans les douze mois.

Les demandes de SFR :

SFR demande donc à l'ARCEP d'imposer à Orange une obligation de proposer dès l'adoption de la prochaine décision une offre effective aux conditions régulées de collecte en SIP-I du trafic de présélection en un nombre réduit de points d'interconnexion, nombre déterminé par les seules contraintes techniques et de sécurisation du trafic.

Le protocole SIP-I devra assurer sur ces interconnexions IP la continuité du protocole ISUP aujourd'hui utilisé aux CAA, par stricte encapsulation de celui-ci.

Une telle demande de SFR Group est pleinement conforme au principe d'efficacité économique, dont l'ARCEP tient compte dans le cadre de ses pouvoirs de régulation. Les surcoûts inutiles générés par l'architecture TDM constituent un obstacle à l'efficacité des investissements réalisés par SFR Group en méconnaissance des objectifs visés à l'article L. 32-1 du CPCE mentionné au 3°, à savoir « *3° le développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques* »

Si par extraordinaire, l'ARCEP n'arrivait pas à imposer à Orange une offre aux conditions régulées de collecte en SIP-I du trafic de présélection en un nombre réduit de points d'interconnexion, une étape TDM intermédiaire devrait alors être imposée pour le cycle 2017-2020, (ce qui selon SFR serait particulièrement contreproductif et en totale méconnaissance avec les objectifs de régulation qui incombent à l'ARCEP).

Dans cette hypothèse, SFR demanderait à ce qu'une obligation soit faite à Orange de livrer le trafic de présélection sèche et VGA, au choix de l'opérateur collecteur :

- Soit aux PRO régional déjà interconnecté par l'opérateur
- Soit en un nombre très réduit de points TDM nationaux déjà interconnectés par l'opérateur, permettant le cas échéant à l'opérateur de réaliser en colocalisation la conversion TDM/IP.

Enfin, SFR demande également la gratuité des frais de fermeture de tous les services livrés aux CAA, hors les stricts coûts de remise en état des locaux pour un usage d'ordre général.